



**Ensemble une société
à réinventer !**



**32^e CONGRÈS
CORUM
MONTPELLIER**

**30-31 MARS
1^{er} AVRIL 2016**

5 scénarios pour une ouverture prospective au Congrès

— Le Congrès de l'Uniopss débutera par une mise en perspective, avec cinq scénarios destinés à élargir le champ des possibles.

Le scénario, en tant que fiction intellectuelle, n'est pas une prévision mais un outil pour identifier plusieurs logiques, les mobiliser, les écarter ou les combiner afin de tracer une voie préférentielle. La construction de scénarios est l'une des étapes de la démarche prospective, qui commence par la mise en évidence de questions critiques - approfondies séparément puis analysées de manière systémique – pour rechercher l'alternative et mettre en lumière plusieurs schémas possibles.

Le but est de déboucher sur des leviers, pour agir au présent et construire l'avenir. Le projet consiste à nommer, à l'issue du Congrès, les actions à mener pour nourrir le débat public, faire évoluer les politiques publiques – avec l'échéance-clé de l'élection présidentielle de 2017 – et adapter les pratiques associatives, individuelles et collectives.

Pour échapper à cette impasse, le Congrès de l'Uniopss veut appréhender 9 thématiques clés par les tensions qu'elles recouvrent et les potentiels qu'elles recèlent.

Une vision d'ensemble, des questions critiques et des logiques en tension

Les travaux préparatoires engagés dans le réseau Uniopss-Uriopss depuis l'automne 2014 ont mis en évidence la perception d'une mutation profonde de la société. Les transformations à l'œuvre depuis la fin des « Trente Glorieuses » semblent s'accélérer ; avec leurs multiples origines - économiques, démographiques, géopolitiques, ... – elles suscitent des craintes mais sont aussi porteuses d'opportunités. Encore faut-il en saisir toute la portée, au-delà du traitement médiatique qui valorise souvent les faits divers au détriment des évolutions de longue portée, met en scène les ruptures et la violence plus que les expériences positives du lien social, montre les dérives extrémistes plus que la construction d'un monde commun.

9 THÉMATIQUES CLÉS

- 1 Situation sociale, cohésion sociale :** entre exclusion et inclusion ?
- 2 Protection sociale, modèle social :** entre le mythe de la sécurité sociale de l'après-guerre et les potentiels d'un système de protection sociale orienté cohésion sociale ?
- 3 Économie et société :** entre crispation sur le modèle hérité et ouverture de la doctrine économique ?
- 4 Politiques publiques :** entre rationalisation normative et ré ancrage dans le corps social ?
- 5 Institutions et démocratie :** entre crise des institutions politiques et renouvellement démocratique ?
- 6 Vivre ensemble :** entre fracture et recomposition des références collectives ?
- 7 Sciences et techniques :** entre diabolisation et appropriation ?
- 8 Action collective :** entre compétition et coopération ?
- 9 Enjeux associatifs :** entre extinction d'un modèle et réémergence multiforme ?



9 thématiques clés

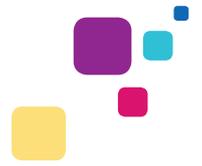


LA PROSPECTIVE, née dans l'après-guerre, s'est développée autour de plusieurs courants. L'option prise de longue date à l'Unioyss s'inscrit dans le courant humaniste incarné par Gaston Berger, où prime la responsabilité collective dans l'avenir à construire. C'est un parti pris pour affirmer la dynamique d'associations agissant collectivement dans la société, au nom de l'intérêt général. Plusieurs expériences conduites dans le réseau Unioyss-Unioyss en montrent les potentiels.



5 scénarios

pour élargir l'analyse et la vision des possibles



SCÉNARIO 1

« La dislocation sociale »

Les fractures de la société s'accroissent. L'absence de prise de conscience des phénomènes de relégation sociale et spatiale débouche sur une aggravation des tensions dans la société française, avec la conjugaison d'une crise économique, d'une crise sociale et d'une crise politique.

► Les excès du capitalisme financier n'ont pas été balisés. Le chômage s'est aggravé, ainsi que la désertification économique de certains territoires, creusant les clivages sociaux et spatiaux et renforçant les extrêmes. Un courant néo-poujadiste participe du discrédit d'une protection sociale largement privatisée, qui n'a plus les mêmes effets

selon les revenus. Les progrès des sciences et techniques ne profitent qu'à certaines catégories sociales, notamment en matière de soins et d'appareillages ; le numérique a accentué les fractures dans l'accès à l'information et à l'emploi. La défiance vis-à-vis des institutions touche l'Etat, l'école, les partis, les syndicats. La ghettoïsation urbaine s'est accentuée ainsi que la relégation rurale. La radicalisation dans l'ensemble des confessions accentue le repli communautariste.

► **Les associations de solidarité ont échoué** dans leur projet de sensibilisation de l'opinion publique et d'inflexion des politiques publiques.

SCÉNARIO 2

« L'inertie ou le compromis permanent »

La société est bloquée. Le pire est évité mais finalement rien n'évolue de manière décisive, avec tant le maintien d'un risque de bascule vers la dislocation sociale que l'absence de saisine des opportunités d'amélioration. C'est une forme d'enlisement, qui demeure problématique tant son issue est incertaine.

► Les transformations de l'économie sont sous-analysées et la régulation est insuffisante. La disparition progressive de la classe moyenne est masquée par l'aggravation de la pauvreté. Les politiques de protection sociale restent bloquées dans la gestion d'un modèle économique déséquilibré ; les idées reçues autour d'un impossible retour au mythe des constructions de l'après-guerre et le déni de l'ampleur des transformations engagées continuent à occulter le potentiel d'adaptation du système à son environnement présent. Les politiques publiques demeurent

segmentées par secteurs, le sens des réformes est peu compris. Le dialogue social, enfermé dans des logiques dépassées, peine à déboucher sur une véritable avancée pour l'emploi et la formation. Les formes atypiques d'emploi se développent, sans perspective ni régulation d'ensemble malgré les éclairages fournis par la statistique publique.

► **Les associations de solidarité sont, elles aussi, placées en tension entre des contraintes, sans trouver l'issue « par le haut ».** Certaines ont adapté leur modèle économique mais craignent de perdre leur ancrage social ; d'autres, en difficulté permanente, s'interrogent sur leur devenir. La gouvernance, avec des crises pour les unes, des réformes radicales pour les autres, est un enjeu critique, révélateur de ces tensions. Des initiatives multiples se développent – démarche prospective, sérendipité, innovation,... – sans parvenir à provoquer une inflexion majeure.

SCÉNARIO 3

« La gestion »

La société est rationalisée. Les politiques publiques poursuivent leur phase d'orthodoxie budgétaire mais maintiennent en relative invisibilité les indicateurs sociaux. Les repères collectifs pour vivre ensemble se diluent dans une culture essentiellement rationnelle, où il est question de travail, d'activités de consommation et de loisirs, mais rarement de liens ou de vie collective, accentuant le repli individualiste.

► Le système de protection sociale est repensé comme une organisation complexe, devant fournir un ensemble de prestations désormais librement accessibles sur un grand marché européen. Les références historiques à la solidarité et à la cohésion sociale ont été abandonnées, au profit d'une culture managériale adaptée à la privatisation de la gestion de la plupart des risques, considérés comme des segments spécifiques du marché des assurances. Sur le terrain, les politiques publiques ont été progressivement transférées à des opérateurs (publics ou privés, de manière indifférenciée)

pour produire des prestations ou des services : cantine scolaire, produits culturels ou de loisirs, santé, accompagnement social. Les missions de lien social que les associations considéraient comme primordiales ont été déplacées dans une sphère spécifique, relevant de bénévoles et d'acteurs caritatifs, dans un secteur associatif où se joue la partition entre des groupes entrepreneuriaux, désormais stables au plan économique, et des acteurs militants axés sur la solidarité, l'engagement civique et le lien social.

► **Un doute subsiste : pour les associations, cette logique à dominance gestionnaire permet de maintenir une existence en demi-teinte, où finalement seuls peuvent subsister les « groupes entrepreneuriaux », avec disparition de la forme associative comme alternative en économie et vecteur de partage d'enjeux collectifs. C'est l'extinction progressive d'une forme de corps intermédiaire qui participait de la vie politique et de la cohésion sociale. Avec quelles conséquences ?**



SCÉNARIO 4

« La critique sociale »

Les acteurs sociaux se mobilisent contre l'exclusion. La capacité d'indignation et la force alternative sont valorisées dans les médias et mobilisées afin d'obtenir les inflexions politiques nécessaires pour faire face aux phénomènes d'exclusion, connus de longue date mais maintenus en invisibilité par les lobbies.

► La priorité de la lutte contre les exclusions est mise en valeur dans les plateformes présidentielles et traduite en politiques de moyen terme. L'enjeu de l'écologie, de la soutenabilité et du développement durable a été largement médiatisé et marque désormais plus fortement les régulations internationales. Elles conduisent à une inflexion des politiques européennes où l'équilibre entre développement économique, cohésion sociale et soutenabilité est un enjeu central.

En France, les travaux sur les indicateurs de bien-être complémentaires au PIB ont été fortement médiatisés. La société civile, par de multiples formes d'action et des manifestations à des moments clés – campagne électorale, enjeu spécifique comme le refus d'un nouvel aéroport – s'organise de manière plus structurée, en réseau.

► **Après avoir publiquement affirmé leurs craintes au sujet de la cohésion sociale et revendiqué une inflexion majeure des politiques publiques, les associations sont désormais sollicitées pour participer à la mise en place de réponses appropriées.** Cette situation exige de mobiliser des ressources renouvelées en interne, pour trouver des idées et des solutions. L'opinion publique, qui les a soutenues et créditées d'une réelle légitimité, attend qu'elles soient opérantes dans les issues à trouver. Des formes multiples de mobilisation citoyenne exigent une ouverture des répertoires d'action collective.

SCÉNARIO 5

« Le rebond »

Les dynamiques sociales sont mobilisées. La remobilisation de la société, cristallisée autour d'événements majeurs – les attentats, la situation internationale, la répétition de crises sociales – a donné lieu à un mouvement de grande ampleur et à une réappropriation démocratique.

► Les suites de la COP 21 ont été finalement opérantes ; au-delà des politiques officielles, une conscience large se développe dans la société, portée dans l'opinion publique, la recherche, l'entreprise. Différents secteurs (services, silver économie, robotique, ..) offrent des débouchés dans les bassins de vie où sont déployées des plateformes de coopération public-privé. La relégation rurale est combattue par des politiques volontaristes d'implantation d'activités et de services, avec entre autres la valorisation des circuits courts. Un axe transversal de cohésion sociale est officialisé dans l'organigramme du gouvernement, exigeant la cohérence entre les axes économie, emploi, transports, santé, culture, éducation, environnement. La prévention des exclusions et l'investissement social structurent toutes les politiques publiques. Les mécanismes d'empowerment se sont imposés dans les politiques d'aménagement du territoire,

désormais plus participatives. Le système national de protection sociale, en s'appuyant sur la culture solidaire fortement portée par certains groupes sociaux, a pu ré-instituer son rôle de pilier de la cohésion sociale. L'espérance de vie autonome et en bonne santé progresse ; des actions volontaristes sont mises en place pour que les progrès scientifiques et techniques bénéficient aux différentes classes sociales.

► **Dans les associations, les valeurs humanistes et solidaires assumées sont rendues plus audibles dans le débat public.** L'innovation est remobilisée, la prospective se développe et produit des effets pratiques ; les potentiels mieux identifiés sont inventoriés, valorisés, traduits en objectifs politiques, stratégiques et opérationnels. On observe une transformation profonde des modes de participation, notamment via le courant d'affirmation de la personne qui valorise l'usager détenteur de droits mais aussi l'usager citoyen. Les conceptions du travail – salarié, bénévole, volontaire – se renouvellent et des recherches nourrissent de nombreux référentiels d'action pour la gouvernance, les ressources humaines, le partenariat... Cette phase d'émulation prometteuse pose la question de l'équilibre à trouver entre innovation, structuration et consolidation.

Des défis à relever et des perspectives à construire au Congrès

► L'inscription dans tel ou tel schéma semble dépendre de facteurs majeurs qui pourraient questionner les travaux du Congrès : la formation de l'opinion publique, notamment par les médias ; le rôle des corps intermédiaires au sens large, au-delà des médias, des pouvoirs publics, des élus, du cercle des « intellectuels » ; la culture partagée, au sens des références collectives ; le potentiel d'innovation et de renouvellement des pratiques par les acteurs, au-delà de la représentation répandue d'un système bloqué, avec ce qui pourrait relever d'une contribution spécifique des associations de solidarité.